

Intelligence économique et projet de renaissance africaine à l'horizon 2063 : de l'asymétrie à la symétrie dans les relations entre l'Afrique et ses partenaires étrangers

Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE

Enseignant de relations internationales et stratégiques,
Université de Maroua, Cameroun

Rédacteur en chef de la revue Dialectique des Intelligences. Chercheur au Centre
Africain d'Etudes Stratégiques pour la promotion de la Paix et du Développement
(CAPED). Tel : 237 675 02 90 85/698 40 39 58

Tchokonteseverin@gmail.com

Résumé

Intelligence économique et projet de renaissance africaine à l'horizon 2063 : de l'asymétrie à la symétrie dans les relations entre l'Afrique et ses partenaires étrangers

Dans l'ambitieux projet de renaissance africaine à l'horizon 2063, l'intelligence économique fondée sur la conception État-entreprise-puissance se révèle être une « boîte à outils » susceptible d'arrimer les états africains au niveau de la compétition économique du monde globalisé. Le présent article montre que l'institutionnalisation des joint-ventures entre entreprises africaines et étrangères est d'une part, une opportunité stratégique dans la mesure où elle ouvre la possibilité de mettre les grandes puissances demandeuses de matières premières en concurrence, et d'autre part, un des piliers essentiels de l'éclosion et de l'émergence des économies nationales africaines.

Mots clés : Intelligence économique, projet de renaissance africaine, horizon 2063, asymétrie, symétrie.

Abstract :

Economic Intelligence and African Renaissance Project By 2063: From Asymmetry to Symmetry in Relations between Africa and its Foreign Partners

In the ambitious project for an African renaissance by 2063, economic intelligence based on the concept of the state-enterprise-power is proving to be a "toolbox" capable of anchoring African states to the level of economic competition in the globalized world. This article shows that the institutionalization of joint ventures between African and foreign companies is, on the one hand, a strategic opportunity in that it opens up the possibility of putting the major powers that demand raw materials in competition, and, on the other hand, one of the essential pillars for the blossoming and emergence of African national economies.

Keywords: Economic intelligence, African renaissance project, by 2063, Asymetry, Symetry;

Introduction :

L'intelligence économique constitue le déterminant essentiel de la compétition mondiale (Steven COISSARD et al : 2010). La complexité croissante du monde économique requiert en effet une démarche structurée et organisée afin d'identifier d'éventuelles menaces et/ou déceler des opportunités. La compréhension de l'environnement international et l'adaptation de son action à ce dernier est une exigence fondamentale pour les acteurs qui souhaitent appartenir au « peloton de tête » de la compétition économique mondiale. Dévoyée, galvaudée et relevant à la limite de la complexité, l'intelligence économique est une solution (Pierre CORNESA : 2003), une « boîte à outils » dont se servent les acteurs économiques soucieux de leur compétitivité, mieux de leur survie économique. Cependant, la construction d'un système capable de faire face à une société mondiale du risque est en elle-même un défi que les acteurs institutionnels doivent relever. La volonté des autorités publiques est en effet centrale dans la création d'un dispositif d'intelligence économique (Steven COISSARD et al : 2010). Le « contexte inévitablement instable » qu'évoque Pierre VERLUISE ouvre des possibilités à tous les acteurs étatiques ou à toutes les institutions et organisations étatiques, animés par le désir de puissance, de s'inscrire dans la dialectique des intelligences (Hervé COUTAU BEGARIE : 2003) afin d'inverser le rapport de force qui structure la marche du monde. Cette étude présente donc l'intelligence économique comme étant l'un des socles essentiels de la réussite du projet de renaissance africaine à l'horizon 2063. Aussi, est-il question de répondre à la question de savoir : quelles stratégies l'Union Africaine pourrait-elle mettre en œuvre pour rattraper son retard et briser le verrou technologique de ses partenaires extérieurs ? L'appropriation des outils d'intelligence économique pourrait permettre à l'Union Africaine de devenir « *un acteur et un partenaire mondial fort (...), résistant et influent* », conformément à l'aspiration 7 de son projet de renaissance à l'horizon 2063. Il est urgent pour l'UA de construire, au préalable, une Afrique politique capable de défendre de façon crédible un tel projet face à ses divers partenaires étrangers.

Consciente de l'importance de la maîtrise technologique et du retard de l'Afrique en la matière, l'Union Africaine pourrait faire de la maîtrise technologique, notamment de la captation des technologies étrangères, un objectif majeur de sa stratégie de repositionnement sur la scène internationale. A l'instar de l'Inde ou de la Chine (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2017), l'Union Africaine devrait faire de l'intelligence économique la « poutre maîtresse » de son arrimage à la compétition économique mondiale. Dans cette perspective, les principaux paradigmes du réalisme classique, couplés aux outils de l'observation empirique et de la recherche documentaire, nous permettent de démontrer que l'institutionnalisation des joint-ventures (I) et de la mise en concurrence (II) sont des stratégies qui peuvent permettre à l'Union Africaine de combler son retard et de briser le verrou entretenu par ses partenaires extérieurs sur leur patrimoine technologique.

1- La nécessaire institutionnalisation des joint-ventures : la construction d'une capacité d'expertise africaine au contact des partenaires étrangers

Le transfert de technologies et de savoir-faire relève en effet d'une approche naïve de ce qu'est la compétition économique entre États. Les grandes puissances sont en effet déterminées à maintenir une « tutelle technologique » sur les États africains, en dépit du discours bienveillant favorable au transfert de technologies et de compétences. Ce discours sur le transfert de technologie est en réalité l'expression de leur capacité à s'inscrire dans la dialectique des intelligences (Séverin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2014). En effet, dès lors qu'on admet que la compétition est synonyme de rivalité, de projet antagoniste, on ne saurait parler de transfert, mais plutôt de captation, de siphonage du savoir et du savoir-faire. Aussi, le problème qui se pose est-il celui de savoir : comment se donner les moyens de capter, de siphonner le savoir et le savoir-faire des autres partenaires afin de promouvoir son développement ? Ainsi, face à la veille menée par les grandes puissances autour de leur patrimoine technologique et à leur réticence à mettre en pratique leur discours généreux sur le transfert de technologies et de compétences, l'Afrique et les Africains devraient faire de l'intelligence économique le « cheval de Troie » (Séverin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2019) de sa stratégie d'appropriation du savoir et du savoir-faire technologique de ces derniers, gage de la réussite de leur projet de renaissance à l'horizon 2063. Ainsi, s'inspirant des exemples de l'Europe continentale et de l'Inde qui ont fait de l'intelligence économique des outils permettant de briser le « verrou technologique » de leurs partenaires, l'élite gouvernante africaine devrait dupliquer ces exemples dans le cadre de sa coopération avec les grandes puissances. En effet, la réussite du projet de renaissance africaine à l'horizon 2063 est tributaire de la capacité de l'Afrique et des Africains à s'arrimer à la compétition de puissance qui structure l'histoire des relations internationales. Pour ce faire, l'institutionnalisation des joint-ventures, aussi bien au niveau de l'Union Africaine (A) qu'au niveau des États (B) pourrait contribuer à briser le verrou technologique des grandes puissances et faciliter le nécessaire rattrapage technologique africain. C'est du moins ce que semble affirmer (Christophe Alexandre PAILLARD, 2011 : 15), lorsqu'il déclare : *« l'utilisation des alliances ou la création des joint-ventures (...) permet de rester dans le groupe de tête des compétiteurs internationaux ».*

1.1 Au niveau de l'Union Africaine

La création de l'Union Africaine a suscité de nombreux espoirs sur le devenir de l'Afrique et son projet de renaissance. Elle est née des échecs de l'OUA dans la résolution efficace des multiples problèmes des jeunes États africains qui étaient alors confrontés aux défis du développement. De façon concrète, au regard du diagnostic fait sur le retard de l'Afrique, pour les artisans de la création de l'UA, la renaissance africaine supposait une émancipation stratégique du continent. En effet, ces États ont eu tendance, malgré leur souveraineté proclamée, à concéder à leurs partenaires étrangers une marge de manœuvre trop importante dans la

définition et la défense de leurs intérêts. Autrement dit, la réflexion qui débouche sur la création de l'UA postule que, malgré les indépendances juridiques des États africains, l'Afrique a encore besoin de s'émanciper pour mieux s'assumer (Alain FOGUE TEDOM : 2017). Au-delà de ces pesanteurs, qui, jusque-là entravent ses efforts de redressement, l'UA demeure l'institution panafricaine qui cristallise l'essentiel des souverainetés des pays du continent et incarne leur projet de renaissance et d'émancipation vis-à-vis de la tutelle étrangère. Dans ses relations avec ses partenaires extérieurs, l'UA est sensée défendre les intérêts des États qui la constituent. Aussi, face à la nouvelle dynamique des grandes puissances sur le continent, l'UA devrait-elle, exiger à ces dernières de procéder, entre autres, de façon effective à un transfert de technologies et de compétences en faveur des pays africains, dont elle est sensée défendre les intérêts vis-à-vis des partenaires extérieurs (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2014). Elle devrait concevoir et imposer à ces derniers une « feuille de route » de leur relation, contenant des exigences telles :

- La constitution, pour toutes les entreprises étrangères soumissionnaires en Afrique, de joint-ventures avec les entreprises locales africaines exerçant dans les mêmes domaines ;
- L'intégration systématique des ingénieurs locaux dans les équipes étrangères procédant à des réalisations infrastructurelles sur le continent ;
- La tenue par les ingénieurs étrangers exerçant sur les chantiers africains de séminaires et autres colloques scientifiques dans les universités, écoles d'ingénieries et autres centres de recherche.

La mise en œuvre de ces exigences pourrait contribuer à l'amélioration de la maîtrise de savoirs et de compétences technologiques, facilitant par ricochet la constitution effective d'une capacité d'expertise africaine au contact de ses partenaires étrangers. En effet, l'UA devrait contraindre ses partenaires à implémenter la coopération « donnant-donnant » (Robert AXELROD : 1992) et le Co-développement qui structurent le discours officiel de leur relation avec l'Afrique. Elle amènerait ainsi ces derniers à participer, contre leur propre volonté, au développement de l'Afrique. En procédant ainsi, l'UA garantirait la défense des intérêts de ses États membres, contribuerait à accroître sa crédibilité auprès de ces derniers. Elle se rapprocherait des institutions régionales, c'est le cas de l'UE et de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CALC) qui, dans leurs relations avec ses partenaires extérieurs, notamment avec la Chine, font de la défense des intérêts de leurs États membres une priorité absolue (Pauline VERJUT ; 2010 : 2). En effet, en dépit de l'importance de leur déficit commercial avec la Chine qui s'élevait à 169 milliards d'euros en 2010 (Christophe Alexandre PAILLARD; 2011 : 473), les autorités européennes défendent avec acharnement les intérêts de leurs États face aux velléités commerciales chinoises.

Cependant, il est important de souligner que cette éventuelle contre-offensive ne tiendra que si l'Union africaine construit une capacité politique crédible (Alain FOGUE TEDOM ; 2008 : 362), susceptible d'impulser une action

diplomatie concertée. En effet, l'UA n'a pas encore réussi à construire une union politique de ses membres au bout de laquelle une action diplomatique continentale commune pourrait imposer aux partenaires étrangers une position concertée. Dans la situation actuelle où il n'existe pas une Afrique politique (Alain FOGUE TEDOM ; 2008 : 362), il est illusoire de penser que l'UA puisse impulser une véritable action diplomatique crédible.

1.2 Au niveau des États

Les États sont les seules entités capables de construire et de mettre en œuvre un plan d'action permettant de détecter les failles du dispositif d'intelligence stratégique, de proposer des solutions, puis d'impulser et de coordonner une mise en œuvre incluant le public et le privé (Christophe Alexandre PAILLARD; 2011 : 18). Seulement, en raison de leur trajectoire historique et politique, les États africains ne se distinguent pas encore par cette capacité. Aussi, devraient-ils, s'ils entendent combler leur retard sur les États modernes, faire de l'intelligence économique des outils favorisant leur « mue géopolitique » face à leurs partenaires étrangers. D'un point de vue normatif, ils devraient faire de la création de joint-ventures avec les entreprises nationales un préalable pour toute entreprise extérieure, candidate à un marché national. Eu égard aux recommandations faites supra à l'UA, accroître le savoir et le savoir-faire technologique des entreprises nationales au contact des compagnies étrangères. Les États africains devraient exiger de leurs partenaires de respecter les conditions qu'ils imposent aux multinationales étrangères soumissionnant pour des marchés dans leur pays¹.

Ce transfert de savoirs et de compétences technologiques qui concourt à organiser la complémentarité des partenaires devraient perdurer aussi longtemps que subsistent des asymétries (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2014). Une fois transféré aux africains, le savoir opérationnel et managérial étranger pourrait leur permettre d'accéder aux connaissances scientifiques et technologiques, de concevoir et de fabriquer des biens d'équipement divers. Une telle alliance stratégique entre les entreprises africaines et étrangères devrait, à court et moyen termes, permettre à la partie africaine d'apprendre et d'assimiler les techniques de construction des sociétés étrangères. Ces éventuelles alliances permettront aux

¹ C'est notamment le cas de la Chine où le gouvernement considère les échanges techniques et technologiques avec ses principaux partenaires comme primordiaux. Une concession indispensable pour toutes les entreprises qui veulent s'implanter et gagner des parts de marché en Chine. Les autorités chinoises obligent les multinationales étrangères à travailler avec les sociétés locales qui ont acquis de solides bases dans des domaines bien précis, mais qui souhaitent passer à l'étape supérieure en acquérant le savoir-faire des sociétés occidentales. En effet, la loi chinoise oblige toute entreprise étrangère à choisir des partenaires chinois. Cette disposition réglementaire permet à la Chine de parfaire, au contact des partenaires étrangers, ses connaissances dans divers secteurs de technologies de pointe.

entreprises africaines d'assimiler l'ensemble des étapes de fabrication des matériaux de construction, mais aussi l'ensemble des techniques et outils utilisés pour la construction d'ouvrage très complexes (Joelle SURPLY : 2009). C'est du moins la stratégie utilisée à cet effet par la plupart des pays émergents, soucieux d'accroître leurs savoirs et leurs compétences technologiques au contact de leurs partenaires extérieures. Au demeurant, dans ses relations avec l'Occident, la Chine et l'Inde (Anna VILLECHON : 2012) ont fait du transfert de technologies et de compétences des enjeux majeurs. De son côté, dans leurs relations avec la Chine, les États-Unis exercent, plus que tout autre pays, une pression stratégique importante sur l'Empire du milieu. Ils défendent, avec acharnement, leurs intérêts face à la Chine, notamment sur les questions liées au textile et au droit de propriété intellectuelle.

Au-delà de la nécessaire institutionnalisation des joint-ventures, l'Afrique et les Africains devraient faire de la mise en concurrence un instrument supplémentaire leur permettant de siphonner les technologies de ses partenaires si nécessaires à la réussite de leur projet de renaissance à l'horizon 2063.

2. La mise en concurrence : matières premières contre technologies et compétences étrangères

Pratique routinière en matière de passation de marchés, la mise en concurrence ou la « stratégie de la lamproie » (Daniel SCHAEFFER : 2007 : 15) est un mécanisme d'attribution des marchés. Elle consiste à tirer parti de l'acuité de la compétition commerciale entre les différents acteurs économiques qui s'affrontent pour conquérir un marché. Ainsi, dans la mise en œuvre de leur stratégie d'appropriation des technologies et des compétences étrangères, les dirigeants africains pourraient utiliser l'importance de leurs matières premières stratégiques (Frédéric MUNIER : 2016), mais aussi et surtout la détermination des principales puissances industrielles, occidentales et émergentes d'y accéder comme élément de « chantage », de contrainte, visant à les amener à procéder à un « réel » transfert de technologies et de compétences en leur faveur. En effet, l'actuelle dynamique des grandes puissances, occidentales et émergentes, sur le continent africain depuis la décennie 1990 témoigne de l'intérêt stratégique que revêt cette partie du monde dans la quête de puissance qui anime les principaux acteurs de la scène internationale. Elle constitue une remise en cause de l'analyse qui, à la fin de la guerre froide, soutenait la thèse de sa perte d'intérêt stratégique. Néanmoins, le regain d'intérêt que suscitent les ressources pétrolières africaines, loin de traduire l'existence d'abondantes réserves en Afrique, dévoile l'incapacité des pays du continent à mettre cette ressource au service de leur propre développement. Les dirigeants africains devraient tirer un profit stratégique de l'intérêt que suscitent les matières premières auprès de ces puissances industrielles, capitaliser, au mieux de leurs intérêts, les rivalités que se livrent ces dernières pour la quête du leadership mondial.

À ce titre, ils pourraient se servir de la boulimie énergétique de l'Inde et du Brésil, mieux de leur dynamique autour des matières premières africaines (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2017) comme des éléments leur permettant de contraindre ces derniers à procéder à un transfert de technologies et de compétences à l'Afrique. Aussi, compte tenu de la poussée technologique de l'Inde (Alain LAMBALLE : 2017) et de l'importante maîtrise du savoir et du savoir-faire du Brésil (ALFIO BRANDENBURG : 2008) dans le domaine des nouvelles technologies agricoles, ce siphonage des technologies et compétences brésilienne (B) et indienne (A) pourrait-il permettre à l'Afrique et aux Africains d'opérer cette nécessaire mue géopolitique et stratégique. Néanmoins, dans la mise en œuvre de cette stratégie, l'élite gouvernante africaine devrait tenir compte du risque que constitue le « dilemme du développement » auquel l'oppose cette démarche. Il est en effet impératif de ne pas brader l'essentiel des ressources, au point d'hypothéquer les chances d'industrialisation futur du continent. D'où la nécessité d'établir des quotas de matières premières à octroyer à leurs partenaires étrangers.

2.1 Matières premières contre savoirs et savoir-faire technologiques indiens

Ressource contemporaine de puissance, la maîtrise technologique constitue un élément de démarcation et de rayonnement des États sur la scène internationale. En effet, dans la course pour le leadership mondial, l'Inde a fait de la maîtrise technologique un élément lui permettant de s'arrimer à la rude compétition économique internationale. Consciente non seulement de son retard technologique vis-à-vis des puissances occidentales et des autres pays émergents tels que la Chine, mais aussi de l'important rôle de la maîtrise technologique pour son émergence, l'Inde s'est résolument inscrite dans une logique d'intelligence économique (Christophe JAFFRELOT : 2013). De ce fait, dans ses relations avec ses partenaires occidentaux, elle fait du transfert de technologies et de compétences des clauses importantes de leur partenariat. Ainsi, le transfert de savoir et de savoir-faire technologique de la firme française Dassault fut une condition non négociable du contrat de vente des Rafales français à l'armée indienne. L'Inde a su briser le « verrou », la veille technologique dans laquelle était inscrite la firme Dassault. En effet, les 12 milliards de dollars (9 milliards d'euros) de ce contrat ont fini par convaincre le partenaire français de procéder à ces transferts de technologies et de compétences en faveur de l'Inde. En produisant 108 des 126 avions commandés, la firme aéronautique indienne HAL (Hindustan Aeronautics Ltd) a développé une importante capacité d'expertise locale au contact de Dassault. Faisant sienne la logique qui a contribué à faire de l'Inde une « véritable puissance technologique » (Christophe JAFFRELOT : 2013), l'élite gouvernante africaine devrait contraindre cette dernière à procéder au transfert de technologies et de compétences tant nécessaires au développement du continent. A cet effet, elle pourrait opposer l'Inde aux autres grandes puissances industrielles, occidentales et

émergentes, avides de matières premières stratégiques africaines (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2017). En effet, la mise en concurrence constitue un des moyens couramment utilisés par les États stratégiquement matures pour capitaliser au mieux de leurs intérêts une situation donnée. La plupart des États se servent d'enjeux divers, objets de convoitises multiples, comme instrument géostratégique concourant à la réalisation de leurs ambitions géopolitiques. La coopération scientifique et technologique avec l'Inde pourrait permettre à l'Afrique d'assurer son nécessaire rattrapage technologique. Ce nécessaire transfert de technologies et compétences indiennes dans le domaine de l'informatique pourrait permettre à l'Afrique de combler le « fossé technologique » qui le maintien dans une dépendance anachronique vis-à-vis des grandes puissances industrielles. La maîtrise technologique et la « veille » opérée par les grandes puissances sur leur « patrimoine » leur servent de ressources géostratégiques concourant à la réalisation de leurs ambitions géopolitiques sur le continent africain qui, jusque-là demeure à la traine en matière d'innovation technologique (Roger TSAFACK NANFOSSO et Gérard TCHOUASSI : 2010) pourtant nécessaire au développement de l'ensemble du continent. C'est ainsi que l'institutionnalisation du « donnant-donnant » dans sa coopération avec l'Inde pourrait permettre au continent d'opérer une véritable mue géopolitique et stratégique, notamment en sortant de l'illusion du « gagnant-gagnant » aux fins de booster son arrimage à la modernité technologique.

2.2 Matières premières contre-expertise agricole brésilienne

Compte tenu de la focalisation des économies africaines sur les rentes pétrolières et minières (Géraud MAGRIN : 2013) et l'incidence de la récente chute des cours du pétrole sur les économies africaines (Philippe COPENSCHI : 2015), les pouvoirs publics africains ont, pour la plupart, saisi l'importance de la diversification des sources de financement de leurs économies. De ce fait, la puissance agricole du Brésil (Hervé THERY : 2015 ; ALFIO BRANDENBURG : 2008), mieux l'expansion et la modernisation des techniques agricoles brésiliennes pourraient permettre aux États Africains d'opérer cette « révolution agricole » nécessaire à la diversification de leur économie et à leur développement. Dans cette dynamique, l'agriculture écologique brésilienne, mieux l'incidence du « contenu local » (Fabrice NOAH NOAH : 2018) sur la mise en œuvre de cette agriculture brésilienne pourrait constituer une piste importante pour le développement de l'Afrique. Ce mouvement agro-écologique brésilien, née dans les années 1970 était la conséquence d'une politique agricole qui ne permettait pas aux petits agriculteurs, voués à une culture de subsistance, de bénéficier du crédit agricole de l'infrastructure et des services d'orientation technique. Ainsi, l'agriculture alternative, qui est apparue initialement comme un mouvement de contestation et de proposition de pratiques écologiques, s'est transformée en un modèle alternatif à l'agriculture industrielle capitaliste. En s'instituant comme acteurs socio-environnementaux, l'ensemble des acteurs sociaux, agriculteurs

compris, développent des mesures de protection de la santé, de sécurité alimentaire, et renforcent des pratiques de préservation de l'environnement.

Eu égard à la boulimie énergétique du Brésil et de sa dépendance vis-à-vis des matières premières africaines, les responsables politiques africains devraient contraindre le Brésil, au-delà de l'angélisme qui structure son offensive sur le continent, à procéder à un important transfert de technologies et de compétences dans le domaine de l'agro-écologie. Dans une Afrique affaiblie par la sous-alimentation², l'expertise brésilienne pourrait permettre d'implémenter des techniques agricoles susceptibles d'aider les populations à garantir la sécurité alimentaire et les économies africaines à se diversifier et/ou à accroître les taux de croissance nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques visant l'amélioration des conditions de vies des populations. En effet, « *La sous-alimentation affaiblit les capacités physiques et cognitives, favorise la progression de nombreuses maladies et entraîne une forte baisse de la productivité. Selon une étude de la FAO portant sur 110 pays entre 1960 et 1990, le produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant en Afrique subsaharienne aurait pu atteindre, s'il n'y avait pas eu de malnutrition, entre 1 000 et 3 500 dollars en 1990, alors qu'il n'a pas dépassé les 800 dollars* » (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2014).

Conclusion

Sensé aider l'Afrique et les Africains à opérer une mue multiforme susceptible de modifier au mieux de leurs intérêts le rapport de force international actuel, le projet de renaissance africaine à l'horizon 2063 constitue, à plusieurs égards, l'ultime occasion pour ces derniers d'inverser le sens et la trajectoire du jeu de puissance mondial. Lestés par le poids de leurs contradictions et incapables de s'arrimer à la compétition économique qui structure la marche du monde, l'Afrique et les Africains continuent à subir les contrecoups du jeu de puissance mondial (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2017). L'institutionnalisation des joint-ventures entre les entreprises africaines et étrangères devrait constituer une clause essentielle du partenariat entre l'Union Africaine et ses partenaires étrangers. Bien plus, la mise en concurrence des grandes puissances avides de matières premières africaines pourrait constituer une importante opportunité économique et stratégique susceptible de permettre à l'Afrique de siphonner les technologies et compétences de ces dernières. En effet, l'Union Africaine devrait, au minimum, imposer à ses partenaires étrangers les mêmes conditions qu'ils imposent aux entreprises étrangères soumissionnaires aux appels d'offres dans leurs pays. C'est du moins ce que semble affirmer Christophe Alexandre Paillard lorsqu'il déclare : « *pour rester en course dans le monde économique actuel, il faut au minimum*

² La faim continue de reculer dans le monde, mais l'Afrique reste la plus mal lotie avec une personne sur cinq sous-alimentée, a annoncé l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Selon le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI 2013), à Rome, où siège la FAO, 842 millions de personnes (12% de la population mondiale) ont souffert de faim chronique au cours de la période 2011-2013 contre 868 millions en 2010-2012. Voir, AFP, « Un Africain sur cinq est sous-alimenté », www.libération.fr, consulté le 04 Juillet 2017.

utiliser les mêmes outils et techniques que les autres concurrents » (Christophe Alexandre PAILLARD; 2011 : 18). Comme dans un champ de bataille, la survie économique des États africains réside dans leur capacité à rester en mouvement. Le mouvement étant compris ici comme la capacité à s'arrimer à la dialectique des intelligences.

Au demeurant, l'Afrique et les Africains peuvent s'inspirer de la dialectique qui a permis à la France et la Chine de rebondir d'une situation historique dans laquelle la résignation était la posture la plus simple à prendre (Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE : 2014). L'histoire et le parcours de la France et de la Chine sont riches d'enseignements pour les Africains dans leurs réflexions et leurs actions pour le développement de leur continent. Ils constituent à vrai dire le « livre de chevet » de tout pays en situation de désespérance politique et économique, pris dans une interaction avec des puissances porteuses de projets géostratégiques. Ils appellent à s'inscrire, sans réserve, dans la dialectique des intelligences.

Références bibliographiques :

AXELROD (R), 1992, *Donnant-donnant : une théorie du comportement coopératif*, Paris, Odile Jacob, 234P.

BRANDENBURG (A), 2008, « Mouvement agro-écologique au Brésil : Trajectoire, contradictions et perspectives », *Natures Sciences Société*, Vol. 16, Pages 142-147.

COPINSCHI (P), 2015, « Impact de la baisse du prix du pétrole sur les pays producteurs d'Afrique équatoriale (Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon et Guinée équatoriale) », www.grip.org, consulté le 03 Juillet 2017.

CORNESA (P), 2003, « L'intelligence économique et stratégique : la diplomatie d'influence au service de la guerre économique », *Revue internationale et stratégique*, N° 52, pages 153-160.

COUTAU-BEGARIE (H), 2003, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 4e éd. 1040 p

FOGUE TEDOM (A), 2008, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, Collection Défense, Relation Internationale, 418p.

FOGUE TEDOM (A), 2017, « De la problématique du financement de l'Union Africaine (UA) à l'évaluation du désir de puissance de l'Afrique », *Dialectique des Intelligences*, N° 004, Deuxième Semestre, Pages 7-53.

JAFFRELOT (C), 2013, « L'Inde en quête de puissance... mais quelle puissance et à quelle fin? », CERISCOPE Puissance, [en ligne], consulté le 30/06/2017, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/l-inde-en-quete-depuissance>

LAMBALLE (A), 2017, « L'Inde, une puissance mondiale ? », www.diploweb.com, consulté le 03 Juillet 2017.

MAGRIN (G), 2013, « Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement », www.monde-diplomatique.fr, consulté le 03 Juillet 2017.

MUNIER (F), 2016, « Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille », www.diploweb.com, 11 Septembre 2016.

NOAH NOAH (F), 2018, « Contenu local et gestion des industries extractives en Afrique. Un défi stratégique majeur : analyse de la gouvernance des secteurs de hydrocarbures et des mines dans le contexte du renouveau stratégique du Golfe de Guinée (1990-2014) », Thèse de doctorat Phd en Science Politique, Université de Yaoundé II-Soa, 692 pages.

PAILLARD (C. A), 2011, *Les nouvelles guerres économiques*, Paris, Ophrys, 633P.

SCHAEFFER (D), 2007, « La pratique de l'intelligence économique chinoise dans l'acquisition des hautes technologies », www.upba.fr, consulté le 30/04/2013.

COISSARD (S) et al, 2010, « Guerre économique et sécurité internationale », *Revue internationale d'intelligence économique*, (Vol. 2), pages 233-250.

SURPLY (J), 2009, « Coopération interentreprises Nord-Sud », *Revue française de gestion*, N° 191, pages 49-69.

TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), 2014, « Le projet géostratégique de la chine en Afrique : contribution à l'étude de la nouvelle politique africaine de la Chine et de la dynamique des grandes puissances en Afrique depuis la fin de la guerre froide », thèse de doctorat Phd en Science Politique, Université de Yaoundé II-Soa, 536 Pages.

TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), 2017, « La diplomatie des matières premières de l'Inde et du Brésil en Afrique », *Dialectique des intelligences*, N° 003, Premier semestre, Pages 7-40.

TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), 2019, « La diplomatie pénale des grandes puissances en Afrique », www.academiedegeopolitiqueparis.com, 18 Juillet 2019.

THERY (H), 2015/1, « Les paradoxes des « sans-terres » et de l'esclavage rural au Brésil », *Hérodote*, N° 156, pages 50-72.

TSACK NANKOSSO (R) et TCHOUASSI (G), 2010, « De la marginalisation économique de l'Afrique », KAMTO (M) (Dir.), *L'Afrique dans un monde en mutations ; dynamiques internes ; marginalisation internationale ?* Afredit, Paris, PP.223-255.

VERJUT (P), 2010, « Chine/union européenne : partenaires ou rivales ? », www.iris.org, consulté le 12/02/2013.

VERLUISE (P), 2013, « Géopolitique. La puissance quels sont ses fondamentaux ? », www.diploweb.com, consulté le 02 Octobre 2019.

VILLECHENON (A), 2012, « Rafale : jusqu'où aller dans le transfert de technologie ? », www.Lemonde.fr, consulté le 15 mars 2012.